

Globaliser les luttes pour rassembler la gauche et faire gagner le vrai progrès !

Contribution thématique pour le 79e congrès du PS à Villeurbanne les 12 et 13 décembre 2020

Le congrès de Villeurbanne doit être celui d'un nouveau départ pour le Parti socialiste, la revendication d'une identité propre. Si le socialisme local est toujours bien présent dans nos villes, nos départements, nos régions et au Sénat, ces derniers sont les derniers bastions d'un Parti qui peine à se faire entendre au niveau national. *“Une gauche léthargique est en soi un non-sens”*, disait François Mitterrand. Nous devons à nouveau nous dresser fièrement et solidement contre l'oppression et l'injustice que le néo-libéralisme sauvage et anti-régulateur génère sans relâche sur la planète et ses citoyen.nes.

Nous devons être une alternative politique concrète et crédible. Pour renouer avec les citoyen.nes, il nous faut montrer des résultats tangibles, nous éloigner des annonces non suivies d'effets et surtout, adopter l'exemplarité comme condition de base, l'ambition rénovatrice comme motivation et l'empathie comme moteur.

Ce que nous voulons proposer au Parti socialiste est un nouveau pacte politique qui s'appuie sur deux piliers : l'Universalisme et l'Internationalisme.

Le socialisme appelle à une société meilleure, au-delà des déterminismes de naissance. Le sort des classes modestes a toujours été et reste au cœur de son projet. La révolte des Gilets jaunes mais aussi l'immense majorité des problèmes dans les banlieues, sont d'abord une révolte face aux conditions de vie de certaines classes sociales. Les classes moyennes ne sont pas épargnées, la crise Covid n'arrange rien.

Nous voulons nous extraire d'un débat uniquement national qui fait souvent abstraction de la dimension européenne et internationale.

L'urgence est d'exercer à nouveau un contrôle sur notre destin et de faire vivre la démocratie sociale.

Universalisme et internationalisme — nos fondamentaux

L'Universalisme comme méthode de construction de l'égalité

Nous croyons à l'universalisme républicain : toutes et tous doivent avoir les mêmes droits, à la vie et à la dignité, à l'égalité car il n'y pas de société stable là où le fort écrase le faible.

L'universalisme est intransigeant et ne fait aucune exception à la dignité humaine qui doit être identique pour chacun.e quel.le qu'elle ou qu'il soit et d'où qu'elle ou il vienne. Toute discrimination de droit ou de fait doit être combattue. Ces notions, avec la sécurité sont la base du contrat social qui lie la et le citoyen.ne à l'Etat. Elles sont transmises par l'éducation et défendues publiquement par nous socialistes.

L'universalisme est la clé de voûte du système politique que nous voulons soutenir. Si la diversité est un fait, l'inclusion est un choix, et ce choix est celui des socialistes. Il en va de même pour l'égalité entre les femmes et les hommes et l'on doit tout mettre en œuvre afin de transformer ce principe en une réalité tangible et ressentie par toutes les femmes (notamment par la rémunération).

L'internationalisme comme véhicule des luttes éco-socialistes

Sur des sujets comme le respect des droits humains fondamentaux, la laïcité, la lutte contre les inégalités, la transformation écologique fondée sur la coopération, la responsabilité et l'innovation, l'internationalisme n'est pas seulement un atout, c'est la condition première de la réussite de nos luttes. La globalisation et l'interconnexion appellent à dépasser les frontières nationales car peu de problèmes rencontrés par les citoyen.nes sont totalement dépourvus de racines internationales. Nous sommes attachés à la mobilité mais contrairement au gouvernement actuel, ce n'est pas un mantra. Il faut la réguler lorsqu'elle favorise des activités intolérables, la mobilité excessive des capitaux ou remet lourdement en cause des équilibres sociaux ou écologiques locaux, comme le coût du logement ou le tourisme de masse.

Être internationaliste, que l'on vive en métropole ou à l'étranger, nous conduit à comparer ce qui fonctionne ou non dans le monde. La crise de la Covid-19 a montré la faiblesse des institutions internationales. Les États dans une certaine mesure ont montré une forme de résilience. Mais cette résilience est fragile et mise en scène par des gouvernements désemparés par la situation. Soyons à l'écoute des citoyen.nes qui attendent des pouvoirs publics la défense de leurs libertés et de leur sécurité prise au sens large c'est-à-dire économique, sociale, physique et juridique.

Nous socialistes, qui avons toujours été favorables à une économie sociale, solidaire et environnementale, faisons de l'Union européenne le levier de notre combat pour le monde. Son poids économique et commercial et ses valeurs sont une chance pour influencer les évolutions internationales. Cela n'exclut pas le développement de capacités d'action et de défense.

La démarche européenne est également fondamentale pour la politique d'immigration. L'exemplarité de l'UE passe par une approche nouvelle de la question migratoire. L'approche Salvini-Orban domine les dernières propositions de la Commission européenne sur le pacte migratoire. Cette politique ne résout rien et ne respecte aucune dignité. Parions, comme certaines dispositions de la loi Asile de 2015, sur le principe que le développement des droits, correctement organisé, favorise l'efficacité. Ce développement des droits doit aussi s'entendre dans les pays d'émigration, il appartient à l'UE de le favoriser par des actions adaptées, pour contribuer à leurs politiques plutôt que les maintenir en état inférieur uniquement par des aides.

Enfin, nous devons reconnaître que l'Europe s'est construite d'abord avec l'idée de renforcer et d'étendre les mécanismes de marché. Le dogme est encore trop bien établi selon lequel l'action au niveau européen se justifiait par le surcroît d'efficacité économique que donne un marché « unifié », tandis que pour l'essentiel la source des solidarités devait rester nationale. Ayons le courage d'être innovants et audacieux quand nous parlons d'Europe, à la recherche d'une souveraineté commune assumée face à la Chine et aux Etats-Unis.

Pour cela, nous devons rééquilibrer la gouvernance économique et sociale de l'UE. N'ayons pas peur d'avancer avec nos partenaires socialistes en Europe, entre partis et entre pays, par le biais de coopérations renforcées prévues par les traités et en s'en extrayant quand le blocage institutionnel est trop fort.

Saisir la chance de la globalisation des luttes

Face à la destruction du monde, affirmer la nécessité d'un changement systémique et individuel

Depuis la fin des Trente Glorieuses et la montée en puissance du libéralisme, nous enchaînons les crises toujours plus intenses : crise pétrolière, des taux d'intérêts, des *subprimes*, des dettes souveraines et de l'euro, et enfin la pandémie du Coronavirus. Ce siècle est aussi marqué par une aggravation des effets du dérèglement climatique.

La logique dominante est encore celle du sauvetage et du rattrapage, puis de l'austérité. C'est ce cycle mortifère qu'il faut changer, en faisant le constat de l'échec permanent du (social-)libéralisme et privilégiant un système circulaire et durable, pour l'Homme, la planète et l'économie. Ce nouveau logiciel sera aussi garant de l'union de la gauche et de notre ancrage dans celle-ci, sans être le monopole des écologistes.

En tant qu'humanistes, nous ne sommes pas en faveur d'une écologie culpabilisant l'individu pour mieux exonérer le système de production, d'échange et de consommation de ses responsabilités écrasantes. La transition écologique doit se faire avec un soutien démocratique fort et être créatrice d'emplois. Passer en force est l'assurance de l'échec. Le thème de la transition écologique doit devenir transversal à l'ensemble de l'action gouvernementale.

Sans indépendance, notamment industrielle, il n'y a pas non plus de véritable démocratie. Innovation et progrès font bon ménage. Une écologie maîtrisée fait coexister l'augmentation de la part des circuits courts dans la production et le maintien des échanges internationaux. L'UE et son Green Deal sont des atouts considérables et ils doivent favoriser l'emploi à long terme dans un moment keynésien.

Face aux risques globaux, une gouvernance mondiale nouvelle est nécessaire et elle doit s'appuyer sur un multilatéralisme renouvelé et renforcé. La COP21 en fut l'esquisse, mais le contexte mondial depuis 2016 et l'arrivée de D.Trump n'a pas permis de confirmer cette évolution.

Face à l'ubérisation du monde: remettre le travail au cœur de la société et oser la modernisation du logiciel socialiste avec l'Etat anticipateur

L'environnement économique post-Covid-19 va rendre nécessaire de nouvelles modifications des réglementations du travail, et notamment du télétravail. Mais cela ne résoudra pas la question, de plus en plus pressante, de l'insuffisance du nombre d'emplois rémunérés en adéquation avec les besoins des individus^[1]. L'accès à un emploi digne ou à une activité valorisante, dans les deux cas rémunérés, doit être une priorité.

Les conséquences de la révolution numérique sont porteuses de progrès certains, mais aussi de risques majeurs, en particulier pour nos libertés, par exemple l'accaparement du cyberspace par des entreprises privées ou le développement de la recherche sans limite éthique permis par certains pays, menaçant parfois la notion même d'humanité si nous ne réagissons pas très vite.

Voulons-nous un ordre mondial d'essence démocratique ou bien un nouvel ordre féodal gouverné par des entreprises privées, voire par les grands réseaux de trafics et/ou terrorisme ?

Sur un plan économique, tant la France que l'Europe doivent utiliser les moyens dont elles disposent pour soutenir leur tissu d'entreprises de taille moyenne, notamment technologiques. Elles pourraient beaucoup utiliser la commande publique, qui fut une des bases aux Etats-Unis du décollage des actuels géants du numérique et aussi conserver sous leur maîtrise les entreprises de taille moyenne disposant de technologies avancées et sources d'emplois futurs, au lieu de les laisser souvent racheter par des investisseurs étrangers.

D'ores et déjà, une partie des fonds consacrée à la relance économique devrait être affectée à un fonds de réserve souverain permettant de protéger à long terme les entreprises stratégiques de prédatations (transition écologique, autosuffisance alimentaire, protection des données, production de biens à une étape sensible de la chaîne logistique).

Il faudrait enfin que l'Etat soit capable d'anticiper avant de se trouver face à l'urgence ou d'être réduit à un rôle de tiroir-caisse, à l'instar de la volonté bipartisane des Etats-Unis de reconstruire un Etat fédéral doté de moyens d'action suffisants (programmation et recherche) pour répondre à la programmation de la Chine sur le long terme.

Tout cela signifie une politique industrielle fine et plus largement une réorganisation de l'Etat. La Commission européenne jusqu'à présent libre-échangiste doit plus fortement infléchir sa doctrine.

Face à la communautarisation du monde, oser l'affirmation du principe d'égalité

Est-il possible d'être de gauche et patriote tout en vivant loin de ses bases ? De défendre le peuple français et européen contre le capitalisme mondialisé dérégulé ? Nous n'avons pas peur de le croire. Sans nationalisme agressif, la souveraineté partagée et le sentiment d'appartenance n'excluent personne. La nation fournit (et nous l'espérons un jour l'UE) un cadre légitime à la démocratie et peut alors fonder des politiques de solidarité.

La nation protège tous ceux qui vivent sur son territoire et se soucie aussi de ceux qui même en résidant hors de ses frontières, appartiennent de plein droit à la communauté nationale.

Dans la globalisation, certain.e.s citoyen.nes éprouvent le besoin de chercher leur identité dans un contexte où tout semble s'uniformiser. Alors, face à l'inadaptation des politiques sociales pour répondre aux problèmes, les défenseurs du communautarisme offrent de recomposer le modèle social sur la relation intercommunautaire. Bien trop souvent, ils finissent par se fourvoyer dans des discours ambigus, qui effacent le pluriculturalisme et entraînent des discriminations.

Plus que jamais, la France d'aujourd'hui et de demain sera pluriculturelle. Par conséquent, l'Etat doit rester l'unique garant de l'égalité citoyenne. Pour devenir réelle et non plus factice, cette égalité doit indéniablement passer par une matérialisation des droits, que seule l'efficacité de l'action publique est en mesure de faire respecter. Il serait bien inutile de réformer notre millefeuille législatif, encore faut-il l'appliquer. Réaffirmons notre attachement à la loi de 1905 !

La tradition de la gauche est de dire que l'on est libres et égaux lorsque l'on a des droits. La droite conçoit la liberté d'abord comme un sanctuaire individuel. Les projets d'essence libérale pensent que sur la seule responsabilité individuelle, sur le seul désir de l'individu, on peut construire une société harmonieuse. L'Etat que nous prônons s'occupe des plus vulnérables, le tout autour d'un intérêt général commun légitimé par l'élection, qui permet que les lois, droits et devoirs soient les mêmes pour tous, quels que soient la communauté, la religion, l'origine et le genre. Il intègre les mécanismes du marché mais les maîtrise. Il repose sur la conscience de valeurs collectives. Ce sont ces dernières qu'il faut transmettre dans un récit commun, qui lorsqu'il est solide s'enrichit des apports d'autres cultures. Le pluriculturalisme est une richesse inouïe dont nous pouvons témoigner !

Nos propositions

A l'écoute des citoyen.nes

- L'universalisme ne fait aucune exception à la dignité humaine qui doit être identique pour chacun.e quel.le qu'elle ou qu'il soit et d'où qu'elle ou qu'il vienne. Ce principe, allié à la défense des libertés et de la sécurité prise au sens large c'est-à-dire économique, sociale, physique et juridique, est la base du contrat social républicain qui lie la ou le citoyen.ne à l'Etat.
- Seuls la puissance publique, les Etats, l'UE dans ses compétences, et non le secteur privé seul, sont à même d'affronter dans l'intérêt général les immenses défis de la planète, en construisant un nouveau type de coopération internationale et de gouvernance.

L'économie au service de l'emploi à long terme, à toutes les échelles

- Les politiques doivent permettre à chacun.e l'accès à un emploi soutenable et digne ou à une activité valorisante, dans les deux cas rémunérés, et à des ressources lui permettant de vivre dans la dignité.
- La France et l'Europe doivent utiliser les moyens dont elles disposent pour soutenir leur tissu d'entreprises de taille moyenne, notamment technologiques.
- Affecter dès maintenant une partie des fonds consacrée à la relance économique à un fonds de réserve souverain et à des commandes publiques permettant de protéger les entreprises stratégiques dans un but d'intérêt général.
- Rééquilibrer la gouvernance économique et sociale de l'UE avec des règles européennes mettant un terme au scandale de l'évitement fiscal par les entreprises et à la concurrence fiscale entre les États, des standards sociaux minimaux en hausse, un salaire minimum européen, une participation des salariés à la décision des entreprises.

Pour une Europe politique

- En Europe, il faut unifier nos luttes avec nos partenaires socialistes, et entre pays, par le biais de coopérations renforcées prévues par les traités ou des accords multilatéraux comme Schengen.
- L'Europe, plus grand marché au monde nous permet de faire de la diplomatie éco-socialiste dans nos relations commerciales. Unifions notre doctrine européenne à gauche pour peser sur la politique de l'Union.
- En matière d'immigration, ayons enfin le courage de proposer une approche concrète fondée sur les droits individuels de tous les demandeurs, la dignité de l'individu et la coopération avec et dans les pays d'émigration.

En faveur d'une écologie maîtrisée et d'une transition écologique créatrice d'emplois

- Une écologie maîtrisée fait coexister l'augmentation de la part des circuits courts dans la production et le maintien des échanges internationaux.
- Le Green Deal européen ne sera décisif que s'il est accompagné par des politiques nationales déterminées favorisant les emplois durables dans un moment keynésien.
- Les politiques publiques liées à la transition écologique doivent devenir transversales à l'ensemble de l'action gouvernementale.

Recommandations pour le Parti

- Cesser la logique de la communication pour des mandats pour favoriser la politique pour des idées ; sur la base de notre doctrine, négocier d'abord l'aspect programmatique avec nos partenaires pour aboutir à un contrat de gouvernement et s'astreindre à créer une culture de la crédibilité politique.
- Nous voulons que le Parti voie sa refondation s'opérer sur les principes d'Universalisme et d'Internationalisme, car ils sont les meilleurs outils pour aborder les défis du 21ème siècle.

[1] Selon le Bureau International du Travail (BIT), 480 millions de personnes souhaiteraient travailler mais ne le peuvent pas.

